



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 6 octobre 2014

Unité Territoriale d'Eure-et-Loir

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société THERMOCOLOR CENTRE – Commune de LUCE

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODESRT**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROPOSITION D'UN ARRETE PRFECTORAL
D'AUTORISATION

**SOCIETE THERMOCOLOR CENTRE
N°ICPE 100-458**

COMMUNE DE LUCE

.../...

Par courrier en date du 26 juin 2012, M^{me} Patricia SANTOS, agissant en qualité de gérante de la société THERMOCOLOR Centre, dont le siège social est situé 59 rue du Maréchal Leclerc à LUCE, a sollicité l'autorisation d'exploiter un établissement de traitement de surfaces de conversion d'aluminium par voie chimique dans le cadre de la régularisation des activités. La régularisation fait suite au remplacement de l'installation précédemment exploitée et autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1993 par une nouvelle installation de traitement de surface de conversion chimique, à une augmentation des capacités annuelles de traitement et par l'arrêt de l'utilisation de l'acide chromique.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, comportant notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé en préfecture d'EURE-ET-LOIR le 25 juillet 2012 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 28 août 2012.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter contient le tableau de classement suivant au titre de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A ,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
2565	2a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563 Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion),	Bain de dérochage : 7 000 litres Bain de conversion sans chrome : 3 000 litres	Volume des cuves de traitement	> 1 500 l	10 000 l
2940	3a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile....), à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. Lorsque les produits mis en oeuvre sont des poudres à base de résines organiques.	1 cabine de peinture	Quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en oeuvre	> 200 kg/j	500 kg/j

2910	-	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	1 chaudière au gaz	Puissance thermique maximale	≤ 2 MW	0,5 MW
------	---	----	--	--------------------	------------------------------	--------	--------

A autorisation

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

Depuis le dépôt du dossier en 2012, le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 a transposé en droit français l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite directive IED (qui se substitue à la directive IPPC) en créant plusieurs rubriques en 3XXX, notamment :

- 3260 : « Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes »

Au regard du volume des cuves de traitement (10 000 litres), l'établissement ne relève pas de la directive IED et n'est pas classable sous la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées.

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société THERMOCOLOR Centre est spécialisée dans le thermolaquage de tôles et profilés en aluminium à destination de l'architecture extérieure et intérieure (portes, vérandas, façades,...) en petites, moyennes et grandes séries. La société a été créée en 1986. Le site de la société THERMOCOLOR Centre est implanté dans la zone industrielle de LUCE. L'établissement occupe une surface d'environ 7 000 m² constituée de 466 m² de bureaux et 6 500 m² d'ateliers dont 3 000 m² pour l'activité de traitement de surface.

Le site est situé en zone UI du document d'urbanisme communal, zone destinée à recevoir des installations et des constructions à usage d'activité, de commerce, de service et d'industrie. La zone UI comprend notamment le secteur U1a dans lequel « les constructions et installations soumises à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement non compatibles avec la vie résidentielle sont interdites ». Le site THERMOCOLOR est en dehors de ce secteur.

Le voisinage immédiat de l'établissement est composé d'entreprises dont des installations classées soumises à autorisation (sociétés EMGEPE et HYDRO ALUMINIUM). Les premières habitations sont situées à environ 100 mètres du site.

1.3. Présentation de la demande

Au regard de l'évolution des marchés, la société THERMOCOLOR Centre a remplacé son tunnel de conversion de l'aluminium par aspersion par une nouvelle installation n'utilisant plus de passivation chromique. Elle a par ailleurs augmenté son activité de traitement de surfaces (traitement annuel de 760 000 m² de surface de pièces en aluminium en lieu et place de 700 000 m²).

La nouvelle installation a été réalisée dans des locaux attenants à ceux initialement autorisés, situés à la même adresse et dans un lieu précédemment occupé par la société HYDRO ALUMINIUM. Les locaux faisant l'objet de l'autorisation précédente ont été réaffectés au stockage lié à l'activité de l'établissement (matières premières et produits finis).

L'activité exercée comporte les étapes suivantes :

- préparation de la surface des pièces dans le tunnel de préparation afin de permettre l'application d'une peinture à base de poudre thermodurcissable (les opérations de dérochage acide et de conversion sans chrome sont ainsi réalisées) ;
- passage des pièces dans le tunnel de séchage ;
- application de peinture par pulvérisation de poudre (cabine automatisée).

Il est à noter que le procédé de conversion chimique sans chrome est destiné à former en surface du métal un revêtement amorphe constituant une excellente base d'accrochage pour les peintures et apportant une protection anticorrosion des pièces peintes.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

La société THERMOCOLOR Centre dispose d'un arrêté préfectoral en date du 7 juillet 1993 l'autorisant à exploiter des installations de traitement chimique des métaux pour la conversion et la passivation de l'aluminium par aspersion dans un tunnel, le volume des cuves de traitement étant de 17 000 litres.

Dans le cadre du déménagement de son activité principale de traitement de surface (à la même adresse), de l'augmentation de son activité et de sa volonté de remplacer la passivation chromique par un nouveau procédé de traitement sans acide chromique, la société THERMOCOLOR Centre a déposé un nouveau dossier de demande d'autorisation, conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

L'étude de dangers jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les effets associés aux phénomènes dangereux susceptibles de se produire (incendie généralisé du bâtiment de traitement de surfaces) restent à l'intérieur des limites de propriété du site.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 26 octobre 2012 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. L'avis de l'autorité environnementale a conclu que :

- « le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est globalement en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement ;
- le dossier identifie les principales incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement ;
- au vu des impacts réels ou potentiels, l'étude présente de manière détaillée des mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet ».

L'autorité environnementale indique toutefois que l'étude des risques sanitaires aurait pu être améliorée car elle est uniquement qualitative et qu'il « aurait également été apprécié que des explications plus précises soient apportés concernant l'évaluation de l'impact des rejets aqueux sur le milieu récepteur ».

Ces deux points, ainsi que les réponses apportées par le pétitionnaire, sont développés ultérieurement dans le présent rapport (cf. paragraphes 2.5 et 2.6).

2.2. Enquête publique

L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société THERMOCOLOR Centre. L'enquête s'est déroulée du 29 janvier 2013 au 4 mars 2013 inclus dans la commune de LUCE, la commune de LUISANT étant par ailleurs située dans le périmètre d'affichage de l'avis au public prévu à l'article R.512-14 du Code de l'Environnement.

Le registre d'enquête publique tenu dans la commune de LUCE ne fait état d'aucune observation.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 27 mars 2013, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société THERMOCOLOR Centre, considérant notamment que :

- « aucune zone NATURA 2000 (ZNIEFF) n'est recensée aux abords immédiats du terrain de THERMOCOLOR Centre ;
- le territoire de la commune de LUCE ne possède pas d'entité naturelle protégée (ZICO, Arrêté de Biotope, Parc et réserve naturelle régionaux) ;
- les moyens matériels de lutte contre l'incendie sont complétés par des procédures définies à chaque salarié pour organiser, si nécessaire, les évacuations du personnel, l'extinction en sécurité avec une équipe interne et bien sûr en liaison avec les Services Publics. Dans ce cas d'incendie, il semble que la gestion des eaux et de l'air et la sécurité des populations aient fait l'objet de mesures adaptées ;
- au cours de l'enquête, aucune observation n'a été formulée sur le cahier d'enquête et je n'ai reçu aucun courrier du public ».

2.4. Avis des conseils municipaux

Lors de sa séance du 14 mars 2013, le conseil municipal de la commune de LUCE a émis un avis favorable au dossier présenté par le pétitionnaire, avec pour remarque que « s'agissant du maintien de ce rejet au réseau d'eaux pluviales, la commune s'en remet à l'avis de l'autorité locale en matière d'assainissement qu'est la communauté d'agglomération de Chartres Métropole ». Il est à noter que le projet d'arrêté préfectoral stipule en son article 4.3.6 que « les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique » et que l'exploitant doit transmettre à Monsieur le préfet cette autorisation.

A la date du présent rapport, l'avis du conseil municipal de la commune de LUISANT n'a pas été communiqué à l'inspection des installations classées.

2.5. Avis des services consultés

2.5.1. Avis de l'Agence Régionale de Santé

Par courrier en date du 10 octobre 2012 et dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale, l'Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale d'EURE-ET-LOIR – a formulé les observations suivantes :

- concernant l'alimentation en eau potable, « il conviendrait de prévoir un dispositif de disconnexion permettant d'éviter les phénomènes de retour d'eau sur le réseau intérieur de distribution d'eau, au niveau des points de livraison destinés à usage alimentaire ou sanitaire pour assurer la sécurité des utilisateurs » ;
- « la campagne de niveau sonore réalisée en novembre 2012 sur le site, de jour et de nuit en limites de propriété, a révélé un léger dépassement de l'émergence admissible en période nocturne (+ 1 dBA) ; ce dépassement de nuit devrait être résolu par la fermeture de la grande porte d'accès des livraisons » ;
- « la démarche d'évaluation des risques sanitaires repose sur les 4 étapes classiquement décrites dans la démarche d'évaluation des risques (identification des risques, relation dose/réponse, exposition de la population et caractérisation du risque) et répond aux préconisations ministérielles »
- « des informations complémentaires mériteraient d'être apportées notamment sur les effets sur la santé des produits utilisés, sur la localisation de la population environnante, sur la quantification du risque sanitaire de l'état futur ».

L'ARS conclut que « dans l'état actuel du dossier, l'évaluation des risques sanitaires reste incomplète ».

Concernant le dispositif de disconnexion, cette observation a été prise en compte à l'article 4.1.3.1 du projet d'arrêté joint au présent rapport.

Concernant le caractère uniquement qualitatif et non quantitatif de l'étude des risques sanitaires (ERS), il est à noter que le référentiel réglementaire relatif à la réalisation de ce type d'étude a été modifié depuis le dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en 2012.

Ainsi, la circulaire du 9 août 2013 constitue désormais le référentiel pour la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires autour des installations classées soumises à autorisation. Celle-ci mentionne explicitement que pour les installations n'entrant pas dans le champ de la directive IED (*ce qui est le cas de l'établissement – cf. paragraphe 1.1 du présent rapport*), « l'analyse des effets sur la santé requise dans l'étude d'impact sera réalisée sous une forme qualitative. L'évaluation qualitative des risques sanitaires comprendra une identification des substances émises pouvant avoir des effets sur la santé, l'identification des enjeux sanitaires ou environnementaux à protéger ainsi que des voies de transferts de polluants ».

Au vu des observations formulées par l'autorité environnementale et l'Agence Régionale de Santé sur le volet sanitaire ;

Considérant que le référentiel réglementaire relatif à la réalisation de l'ERS a été modifié au cours de la procédure ;

Considérant le respect des valeurs limites d'émission dans l'eau et dans l'air fixées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif au traitement de surfaces et constaté lors des dernières campagnes de mesures réalisées par l'exploitant ;

le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe prévoit en son article 1.5.2 la réalisation d'une mise à jour de l'ERS dans un délai de 3 mois à compter de la notification selon les nouvelles dispositions réglementaires.

2.5.2. Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par courrier en date du 15 mars 2013, le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'EURE-ET-LOIR a émis un avis favorable au dossier sous réserve de la prise en compte des remarques ci-dessous :

- « assurer la défense extérieure contre l'incendie par des points d'eau utilisables par les sapeurs pompiers qui seront au nombre de 5 au maximum et qui assureront pendant 2 heures un débit simultané de 300 m³/h, soit un volume disponible en permanence de 600 m³.
- ces points d'eau peuvent être :
 - des poteaux incendie DN100 conformes aux normes en vigueur et délivrant individuellement un débit minimum de 60 m³/h sous 1 bar ;
 - des poteaux incendie DN150 conformes aux normes en vigueur et délivrant individuellement un débit minimum de 120 m³/h sous 1 bar ;
 - une ou des réserves incendie permettant de disposer d'une capacité unitaire en tout temps d'au moins 120 m³ et équipée d'une aire d'aspiration de 32 m² par tranche de 120 m³

La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves dès lors que l'ensemble des critères ci-dessus sont respectés.

- la répartition des points d'eau doit permettre de disposer en simultané pendant 2h de 180 m³/h au minimum à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables ;
- le reste du débit, à savoir 120 m³/h peut être assuré par des points d'eau situés à moins de 400 m du bâtiment ;
- les points d'eau devront être judicieusement répartis ».

L'article 7.6.3 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe prescrit les moyens en eau précités.

2.5.3. Avis de la Direction Départementale des Territoires

Par courrier en date du 11 février 2013, la Direction Départementale des Territoires d'EURE-ET-LOIR a émis « un avis défavorable à la recevabilité de ce dossier en l'absence de garantie suffisante sur le niveau qualitatif des eaux traitées industrielles rejetées dans le milieu récepteur et de conclusion quant à la compatibilité avec le SDAGE Seine-Normandie ».

La DDT indique par ailleurs que le dossier met toujours en évidence des incohérences concernant les rejets du site ainsi que des dépassements des normes en aluminium sur les résultats du mois de mars 2012 et que le devenir des eaux pluviales issues du site n'est toujours pas suffisamment explicité.

2.5.4. Avis de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Par courrier en date du 5 février 2013, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi a indiqué que le dossier n'appelait pas d'observation de sa part.

2.6. Réponse apportée par l'industriel aux observations

Par courriers en date des 11 mars et 15 avril 2013 et en réponse aux observations formulées par les services consultés, le pétitionnaire a transmis les éléments de réponse suivants :

- « aux fins d'élimination du maximum de polluants, la gamme de traitement de surfaces a évolué en utilisant des bases chimiques comportant sensiblement moins de métaux lourds » ;
- une étude relative à l'impact des rejets industriels sur le milieu récepteur (l'Eure) a été réalisée en mars 2013 et met en évidence que les flux rejetés par le site en sortie de la station d'épuration interne (station de détoxification) sont acceptables pour le milieu récepteur pour l'ensemble des paramètres (DCO, éléments métalliques) au regard du flux maximum admissible par le milieu (calculé sur les Normes de Qualité Environnementales – NQE – établies par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie), y compris en période d'étiage ;
- « les dispositions prises sur les réglages de ventilations et les changements des bains ont permis de réduire les quantités de polluants rejetés et de respecter en tout point les normes selon l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ».

Concernant la conformité au SDAGE Seine-Normandie, le dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par le pétitionnaire mentionne les éléments suivants :

- la nouvelle installation permettra une diminution des quantités d'eaux utilisées de 4 400 m³/an, ce qui permet la préservation de la ressource en eau ;
- des rétentions spécifiques sont mises en place au niveau des stockages des produits chimiques et du tunnel de traitement de surface afin de protéger les milieux d'une pollution accidentelle ;
- la suppression de l'utilisation de l'acide chromique pour l'opération de conversion chimique et son remplacement par un produit non toxique vise à améliorer la qualité des rejets au milieu naturel ;
- « le respect en toute circonstance des normes de rejet de l'arrêté ministériel de juin 2006 n'altéreront en aucun cas la gestion qualitative, quantitative et la protection des milieux aquatiques ».

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

3.1. Impact sur l'eau

Les prélèvements d'eau sont effectués à partir du réseau public communal de distribution. La consommation annuelle s'élève à 4 000 m³, l'eau prélevée étant destinée à un usage domestique (500 m³) et à l'activité de traitement de surface pour les remises à niveau, le remplacement des bains de traitement ainsi que la surverse des cuves de rinçage (3 500 m³).

Le site est à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux usées domestiques ;
- eaux résiduaires industrielles ;
- eaux pluviales de toitures.

Les eaux usées domestiques sont collectées, évacuées dans le réseau eaux usées de la commune de LUCE et traitées par la station d'épuration gérée par la communauté de communes de CHARTRES METROPOLE.

Les eaux résiduaires industrielles sont rejetées au réseau communal eaux pluviales (dont l'exutoire est l'Eure) après passage dans une installation de traitement interne (station de détoxification dans laquelle les étapes de traitement suivantes sont réalisées : neutralisation, floculation, décantation et filtration). Les eaux pluviales de toiture sont également rejetées au réseau communal eaux pluviales.

L'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation impose que les systèmes de rinçage soient conçus de manière à obtenir une consommation spécifique rapportée au mètre carré de surface traitée dite « consommation spécifique » la plus faible possible. Cette consommation spécifique ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le pétitionnaire mentionne dans le dossier que la consommation spécifique de son installation sera de 4,25 litres par mètre carré de surface traitée.

Les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.9 du projet d'arrêté préfectoral sont identiques à celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité.

A noter que dans le cadre de l'action nationale RSDE (Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau), un arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2009 avait imposé la réalisation de 6 campagnes de mesures (phase dite de « surveillance initiale ») sur des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (les substances ayant été identifiées par la circulaire du 5 janvier 2009). Suite aux résultats communiqués par l'exploitant, l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2014 impose une surveillance pérenne (mesure trimestrielle) en sortie de la station de détoxification pour les substances suivantes :

- nonylphénols ;
- chrome et ses composés ;
- zinc et ses composés.

ainsi que la remise d'une étude technico-économique de réduction ou de suppression de ces émissions.

3.2. Impact sur l'air

La principale source de rejets atmosphériques de l'établissement concerne les émissions des bains de traitement de surface. L'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité fixe les valeurs limites d'émission dans l'air applicables aux installations de traitement de surface ; celles-ci sont reprises à l'article 3.2.4.1 du projet d'arrêté.

Concernant la cabine de poudrage, celle-ci fonctionne en circuit fermé et n'est pas à l'origine de rejets à l'extérieur du site (présence d'un cyclone de récupération et de filtres à manches). Le tunnel de séchage et le four de polymérisation fonctionnent quant à eux au gaz naturel, combustible le moins polluant.

3.3. Impact sur les sols

Les stockages fixes ou temporaires de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention. Les activités sont par ailleurs réalisées dans des bâtiments étanches, limitant ainsi les risques d'infiltration dans les sols et les eaux souterraines.

3.4. Bruit

Les émissions sonores du site sont liées à la manutention des pièces lors des opérations de traitement et de stockage, aux ventilations d'extraction des vapeurs ainsi qu'au trafic routier.

Une mesure acoustique a été réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter et date de novembre 2010. Les résultats obtenus montrent que les niveaux de bruit maximum fixés par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées sont respectés en limite de propriété en périodes diurne et nocturne.

En revanche, un dépassement de l'émergence admissible de 1 dBA est signalé en période nocturne (la zone à émergence réglementée la plus proche étant un bâtiment industriel situé en limite de propriété). L'exploitant explique ce dépassement par l'ouverture d'une porte d'accès aux livraisons lors de la campagne de mesures. L'action corrective proposée par l'exploitant est donc la fermeture de cette porte et l'absence de livraison la nuit.

Compte tenu de ces éléments et du fait qu'aucune mesure de la situation acoustique n'a été réalisée depuis novembre 2010, le projet d'arrêté préfectoral impose en son article 9.2.5 la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures de niveaux sonores dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

3.5. Gestion des déchets

Les principaux déchets générés par le fonctionnement de l'établissement sont les suivants :

- les boues de la station d'épuration interne ;
- les poudres époxy polyester ;
- des déchets industriels banals (cartons d'emballage, emballages plastiques, chute de métaux).

L'ensemble des déchets produits par le site est soit valorisé lorsque cela est possible soit éliminé vers des filières dûment autorisées.

3.6. Transports

Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire estime le trafic moyen lié à l'activité du site à 100 camions par semaine, trafic auquel s'ajoutent la circulation des véhicules légers du personnel de l'établissement. Le site étant situé au cœur d'une zone industrielle, l'impact de la société THERMOCOLOR Centre sur le trafic routier apparaît faible.

3.7. Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que les dispositions suivantes seront notamment mises en œuvre :

- évacuation ou élimination des produits dangereux ;
- vidange et rinçage de l'ensemble des unités de traitement de décapage ;
- élimination des déchets générés par ces opérations dans des installations dûment autorisées ;
- démantèlement du local de stockage des produits chimiques

Le site devra par ailleurs être restitué dans un état compatible avec le document d'urbanisme communal (zone destinée à recevoir des installations et des constructions à usage d'activité, de commerce, de service et d'industrie).

3.8. Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les principaux risques liés aux activités du site sont l'incendie généralisé des installations de traitement de surfaces et l'incendie de la cabine de poudrage. L'étude de dangers mentionne que les zones de dangers associées à ces phénomènes dangereux restent confinées à l'intérieur des limites de propriété du site.

Un certain nombre de dispositions est mis place pour prévenir ces risques tant au niveau technique (murs coupe-feu au niveau des bâtiments abritant les installations, détection incendie dans l'ensemble du bâtiment de production, système de détection et d'extinction d'incendie spécifique au niveau de la cabine de poudrage,...) qu'au niveau organisationnel (permis de feu, consignes de sécurité, formation du personnel,...).

Concernant la ressource en eau, l'étude des dangers indique que le site dispose de 3 poteaux incendie implantés au niveau de la zone industrielle, permettant de débiter chacun 60 m³/h, soit un débit horaire de 180 m³ selon l'exploitant. Or, il est peu probable que le débit unitaire des poteaux ait été mesuré avec un fonctionnement en simultané de plusieurs poteaux incendie. Les poteaux étant implantés sur le même réseau, l'exploitant ne dispose pas d'un débit horaire de 180 m³ mais d'un débit nettement inférieur.

En tout état de cause, la ressource en eau est insuffisante par rapport à celle demandée par les Services d'Incendie et de Secours d'EURE-ET-LOIR. Le projet d'arrêté préfectoral prescrit donc en son article 7.6.3 les préconisations de services de secours ainsi que :

- la réalisation, dans un délai de 3 mois, d'une étude technico-économique de mise en conformité de la ressource en eau par rapport à ces prescriptions ;
- la réalisation des travaux identifiés dans l'étude technico-économique dans un délai d'un an, ce délai pouvant être aménagé sur accord de Monsieur le préfet en fonction de l'importance et du coût des travaux.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter relatif à la régularisation des activités exercées par la société THERMOCOLOR Centre intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires ont été ou seront mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. L'ensemble de ces mesures ainsi que les observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'Inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations par la société THERMOCOLOR Centre sur son site d'implantation de LUCE.

Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le préfet d'EURE-ET-LOIR d'autoriser les activités prévues par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 512-25 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.